



Monsieur Fernand Etgen
Président de la
Chambre des Député-e-s
Luxembourg

Luxembourg, le 1 octobre 2021

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, nous nous permettons de poser une question parlementaire à Monsieur le **Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse** et à Madame la **Ministre de la Santé** concernant **le trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H)**.

En collaboration, le Centre pour le développement des apprentissages Grande-Duchesse Maria Teresa (CDA) et le Service de consultation et d'aide pour troubles de l'attention, de la perception et du développement psychomoteur (SCAP) ont déclaré l'octobre 2021 comme mois de sensibilisation et de formation au sujet du trouble déficit de l'attention/hyperactivité (TDA/H).

Le TDA/H est un trouble neurodéveloppemental, parmi les symptômes duquel figurent l'inattention, l'impulsivité ou encore l'hyperactivité. Le *Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux – 5^e édition* définit le TDA/H comme « un mode persistant d'inattention et/ou d'hyperactivité-impulsivité qui interfère avec le fonctionnement ou le développement,... et qui a un retentissement négatif direct sur les activités sociales et scolaires/professionnelles »¹. Le TDA/H est le troisième trouble de santé mentale en importance dans le monde, après la dépression et l'anxiété; il touche une proportion estimative de 3,4 % des enfants et des adolescents.²

Pour le diagnostic ainsi que pour le traitement du TDA/H, il est primordial que les différents acteurs impliqués travaillent en étroite collaboration et ce à travers les domaines de l'éducation formelle, de l'éducation non formelle ainsi que des professionnels de la santé. Or, comme l'*Ombudsman fir Kanner a Jugendlecher* l'a noté dans son rapport annuel le plus récent, « la multiplicité des intervenants et des interventions peuvent faire obstacle à une approche holistique, qui doit rester l'objectif afin de garantir une prise en charge cohérente, bien axée sur les besoins de l'enfant et les ressources de la famille ».³

Dans ce contexte, nous aimerions demander les renseignements suivants de la part de Monsieur et Madame les Ministres :

- 1. Combien de cas diagnostiqués de TDA/H existe-t-il actuellement au Luxembourg, tant auprès des mineurs qu'auprès des adultes ? Quelles sont les estimations concernant le chiffre noir de cas non répertoriés ?**

¹ American Psychiatric Association. Manuel diagnostique et statistique des troubles mentaux (DSM-5), 5^e édition. Elsevier Masson SAS, Issy-les-Moulineaux: APA, 2015: 67–75.

² Polanczyk, GV, Salum GA, Sugaya, LS, Caye A, Rohde LA. Annual research review: A meta-analysis of the worldwide prevalence of mental disorders in children and adolescents. *J Child Psychol Psychiatry* 2015; 56 (3): 345–65.

³ Rapport ORK-OKaJu 2020, p. 106. <http://ork.lu/index.php/fr/les-rapports-de-l-ork/rapport-2020>.

2. **Quels sont les aides et soutiens ouverts aux mineurs et adultes concernés avant qu'un diagnostic médical ne soit établie ? Dans le domaine scolaire, est-il possible de prévoir des aménagements en faveur des enfants concernés avant un diagnostic médical ?**
3. **Quelles sont les stratégies que Monsieur et Madame les Ministres comptent mettre en œuvre pour pallier le manque de personnel, notamment au niveau de la psychiatrie et de la pédopsychiatrie ?**
4. **Comment est organisée la formation des enseignants et éducateurs au sujet des troubles neurodéveloppementaux ? Une amélioration sur ce niveau ne permettrait-elle pas de réduire le nombre de cas auxquels sont confrontés les Centres de compétences ?**
5. **Étant donné l'importance d'une approche holistique pour le diagnostic et pour le traitement des troubles neurodéveloppementaux et du TDA/H en particulier, existe-t-il un cadre interministériel qui puisse chapeauter la coordination nécessaire ?**
6. **Existe-t-il une étude récente sur la situation globale de diagnostic et de traitement du TDA/H au Luxembourg ? Dans la négative, une telle étude n'apporterait-elle pas une réelle plus-value pour l'ensemble des acteurs impliqués et est-elle envisagée le cas échéant ?**
7. **Existe-t-il déjà des projets futurs de sensibilisation à réaliser au-delà du mois d'octobre 2021 et en quoi consistent-ils en l'occurrence ?**

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de nos salutations les meilleures.



Djuna Bernard
Députée



Josée Lorsché
Députée